

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Comme nul ne saurait l'ignorer, les citoyens suisses se prononceront le 28 novembre sur trois objets: l'initiative «Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers)», l'initiative «Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice)» et la modification du 19 mars 2021 de la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (loi COVID-19) (cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations).

Une initiative étatiste et anti-fédéraliste

En bref, l'initiative sur les soins infirmiers a pour but de maintenir des prestations de qualité, dispensées par un personnel en nombre suffisant, bien formé et utilisé à bon escient. Elle demande en outre que la seule Confédération réglemente les conditions de travail et de rémunération du personnel infirmier.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'assurer à toute la population des soins appropriés, lesquels ne peuvent être administrés que par des professionnels compétents et traités correctement. Cette remarque s'applique d'ailleurs à l'ensemble du personnel soignant.

Mais, outre que les dispositions concernant les conditions de travail et de rémunération n'ont rien à faire dans la Constitution, l'acceptation de l'initiative permettrait à la Confédération d'étendre encore son influence dans le domaine de la santé, où elle est déjà bien assez active, comme nous le savons tous. NON!

Une initiative bienvenue

Le but de l'initiative sur la justice, qui concerne le Tribunal fédéral, est de mettre fin à une situation où c'est l'Assemblée fédérale qui élit les juges fédéraux, soumis à réélection, sur proposition de la Commission judiciaire du Parlement. Cette dernière tient compte de la représentation des langues, ce qui est normal, mais aussi, ce qui ne l'est pas, de celle des forces politiques.

Jugeant que cette situation entraîne *de facto* l'appartenance obligatoire des candidats à un parti politique, ce qui nuit à l'indépendance des juges, les initiants proposent de remplacer l'élection de ces derniers par un tirage au sort des candidats – désignés par une commission théoriquement indépendante, qui tiendrait compte de la répartition des langues – et de substituer à la réélection un mandat unique.

La justice parfaite n'existe pas. Un juge est aussi un être humain dont la

tâche se heurte à ses convictions, ce à quoi n'échapperont pas, évidemment, les juges tirés au sort. Ils n'échapperont pas non plus aux efforts, pour ne pas dire menaces, de certains groupes de pression qu'ils pourront juger dangereux pour leur carrière, voire leur vie personnelle. Raison de plus pour qu'ils ne doivent pas, en plus, rendre des comptes à leurs partis respectifs. OUI!

Nouvelle tricherie

Lors de la votation du 13 juin 2021 sur la loi COVID-19 du 25 septembre 2020, le Conseil fédéral avait «oublié» de signaler au citoyen lambda les changements apportés à la loi le 19 mars 2021. Les Suisses avaient donc accepté par 60% des voix un texte déjà dépassé, raison pour laquelle le référendum avait été lancé contre la modification du 19 mars, qui, entre autres nouveautés, rendait possible le certificat sanitaire. C'est là-dessus que nous voterons le 28 novembre.

L'introduction du certificat sanitaire voulue par le Parlement est le seul sujet qui échauffe les esprits, tout le monde ou presque étant favorable aux autres mesures.

Je n'entrerai pas en matière sur les arguments des uns et des autres: on

Ne dites pas...

Ne dites pas: «On peut être inquiet par la tendance de nos autorités à renforcer les mesures anti-Covid dès qu'elles constatent que lesdites mesures se révèlent inopérantes.»
Dites: «On peut être inquiet de la tendance de nos autorités à renforcer les mesures anti-Covid dès qu'elles constatent que lesdites mesures se révèlent inopérantes.»

20 minutes du 31 octobre annonçait: «Les dirigeants des partis se disent en effet inquiets par l'augmentation du nombre de cas d'infections par le Covid-19 (...).»

Les partis, sauf ces trublions de l'UDC, comptaient donc lancer un appel à la population, afin d'inciter les réfractaires à se faire vacciner.

Je trouve très mignonne la candeur des partis politiques, qui s'imaginent pouvoir convertir à la vaccination presque un tiers de la population suisse sur simple recommandation de leur part.

Le pinailleur

en parle suffisamment dans les journaux, à la radio, à la télévision, sur les réseaux sociaux et dans les cercles privés.

Je me contenterai de signaler deux faits qui rendent cette votation problématique.

Premièrement, la loi COVID est une sorte de méli-mélo, qui présente des aspects sanitaires, des aspects économiques, des aspects culturels et des aspects sociaux. Il est impossible d'en accepter ou rejeter un aspect sans accepter ou rejeter le tout, ce qui place le citoyen devant un cas de conscience: puis-je priver les victimes de l'aide dont elles ont besoin, pour conserver égoïstement ma liberté sanitaire? A l'inverse: puis-je obliger mes concitoyens à sacrifier leur liberté sanitaire au profit des autres mesures?

Cette entourloupe n'est pas nouvelle. La technique du «paquet» est aussi vieille que la démocratie directe.

Deuxièmement – c'est un de mes amis qui a attiré mon attention sur cette tricherie –, le véritable sujet de

la votation, à savoir le maintien ou la disparition à brève échéance des compétences fédérales en matière de certificat sanitaire, n'apparaît pas dans la question à laquelle doivent répondre les citoyens suisses. Qu'on en juge:

Acceptez-vous la modification du 19 mars 2021 de la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (loi COVID-19) (cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations)?

Qui s'opposerait à ce catalogue?

Ne pas y mentionner le certificat sanitaire constitue une tricherie, car un grand nombre de votants ne lisent pas le texte soumis au vote, mais uniquement la question posée.

Je crois qu'on pourrait réunir une majorité sur cette recommandation: NON à une loi fouillis et à une autorité fédérale malhonnête.

Mariette Paschoud

Le prix du Progrès revient à Genève

Les Genevois les plus cosmopolites peuvent être fiers de leur canton. Il est pionnier! Non pas pour rendre la vie impossible aux automobilistes ou pour promouvoir la beauté des quartiers les plus bigarrés socialement, mais pour la défense de l'homosexualité et de la ribambelle d'autres sexualités modernes.

La motion 2640, *Interdire toutes les pratiques visant à modifier l'orien-*

tation sexuelle ou l'identité de genre dans le canton de Genève, votée le 5 mars 2021 par le Grand Conseil, a reçu un soutien quasi unanime¹. Le texte invite «à interdire toutes les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre sur le territoire genevois».

20 minutes² met en avant que le responsable de l'Antenne LGBTI Genève – il s'agit du bureau cantonal

*de l'Eglise protestante de Genève pour les questions LGBTIQ+*³ – avait été consulté lors de la préparation de la motion et plaide que le problème ne vient pas seulement des thérapies de conversion visant à amener des homosexuels à l'hétérosexualité, mais qu'il prend également place dans les églises, lors de prières avec un pasteur par exemple. L'article se termine en mentionnant

que le canton de Vaud réfléchit également à interdire les thérapies de conversion.

A titre de remarque liminaire, rappelons que l'homosexualité et la *transidentité* étaient considérées comme des maladies encore respectivement en 1990 et 2018, selon l'OMS⁴. L'homosexualité était classifiée comme une perversion. Aujourd'hui, ce terme a été remplacé par paraphilie⁵. La définition de ce mot est extrêmement longue⁶, mais Wikipédia la résume bien: «Une attirance ou pratique sexuelle qui diffère des actes traditionnellement considérés comme “normaux”»⁷. Aujourd'hui, il est politiquement correct d'admettre l'homosexualité comme normale, de même que la liberté de s'identifier à un autre sexe. Cette motion présente plusieurs inconvénients.

Premièrement, l'Église se renie elle-même en participant à la promotion de l'homosexualité, qui est en contradiction avec les Écritures.

Deuxièmement, la motion veut protéger l'*identité de genre*. Toutefois, cet objectif est absurde. Il s'agit évidemment de protéger les individus qui veulent changer de sexe, car l'identification légitimerait le changement.

Il serait facile de changer d'optique et de faire interdire les traitements pour changer de sexe. Pourquoi se soumettre au scalpel plutôt que d'accepter son corps tel qu'il est? Les organes sexuels reçus à la naissance ne sont pas des handicaps ni des erreurs de la nature. Se faire traiter contre la cécité ou la surdité, c'est compréhensible. Les organes concernés auraient dû fonctionner. Mais rien ne justifie un changement

de sexe, hormis un mal-être dont seuls les symptômes sont traités.

Et pourquoi ne pas faire de la *body positivity* là où elle aurait sa place?

Alcibiade

¹ <https://www.24heures.ch/geneve-veut-interdire-les-therapies-de-conversion-805862056008>

² <https://www.20min.ch/fr/story/geneve-va-legiferer-contre-les-therapies-de-conversion-496401425512>

³ <https://epg.ch/lantenne-lgbti-se-developpe-demenage/>

⁴ https://www.rtf.be/info/societe/detail_lgbtqi-il-y-a-30-ans-l-homosexualite-quittait-la-liste-des-maladies-mentales-de-l-oms?id=10500928

⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Paraphilie#Essais_de_Traitements

⁶ <https://www.universalis.fr/encyclopedie/paraphilies-et-troubles-paraphiliques/2-definition-de-la-paraphilie-et-du-trouble-paraphilique/>

⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Paraphilie#Essais_de_Traitements

COP26, on continue à ramer

Comment ne pas aborder l'urgence climatique en cette période où les grands de ce monde se retrouvent en Écosse pour nous organiser la lutte globale contre la mort annoncée de notre planète?

Sans entrer dans les détails, il semble que la conférence de Glasgow sera une énième répétition des déclarations d'intentions entendues durant les vingt-cinq autres *Conference of the Parties* qui se sont déroulées partout dans le monde et qui consistent essentiellement à chercher des moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre, cause de tous les maux climatiques.

Il y a un côté touchant chez tous ces dirigeants et militants, pourfendeurs des hydrocarbures et des bovins péto-manes, qui réussissent à se persuader que la solution viendra de changements drastiques dans les habitudes de consommation, avec une population mondiale végétarienne et cycliste.

Loin de moi l'idée de mettre en doute la réalité des changements climatiques que chacun peut constater année après année en mettant le nez à sa fenêtre, mais il serait peut-être judicieux d'élargir un peu le débat.

Tout d'abord, la population mondiale augmente et avec elle les

Bricole

Vérification

«Selon une étude zurichoise (...), deux tiers des personnes confrontées à la désinformation se tournent vers les médias journalistiques et les autorités pour vérifier les infos.»¹

Voilà quelque chose qui ne risque pas de m'arriver!

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/les-fake-news-inquietent-pres-dun-suisse-sur-deux-852298054346>.

Citation

A propos du doublement des taxes sur l'alcool préconisé par l'OMS:

Fait culturel, [le vin] reste un produit de consommation très courant en France comme en Europe. Un adage populaire suggère que la consommation d'un ou de deux verres de rouge par jour n'est pas mauvais pour la santé. Certains médecins de famille le conseillent encore pour stabiliser le rythme cardiaque. Selon l'étude de l'OMS, 250 à 500 de nos compatriotes pourraient être sauvés des ravages de la boisson grâce à ce nouvel impôt. A mettre en balance toutefois avec les 500 000 emplois directs et indirects que génère en France la seule filière viticole; mais certains médecins pendant la crise du Covid se sont révélés de piètres économistes. La santé publique est désormais un totem auquel il n'est pas déraisonnable de tout sacrifier: l'emploi comme l'art de vivre.

Lucien Rabouille, *La Lettre de Causeur*, 20.10.2021.

besoins en énergie. Malgré l'amélioration réelle des technologies, automobiles par exemple, et bien que chaque véhicule produise moins

Il y a quelques semaines, une chaîne de télévision passait un film américain qui montrait le procès d'un espion soviétique aux plus belles heures de la guerre froide et du mac-

de CO₂, la multiplication des voitures en produit plus. La solution consistant à fabriquer des autos électriques ne résout rien, car la production d'électricité passe pour 64% de celle-ci par des centrales à charbon qui brûlent des combustibles fossiles¹ et donc émettent les gaz honnissables. On tourne en rond. La consommation électrique ne cesse d'augmenter avec les dizaines d'appareils connectés que l'on utilise en permanence, appareils qui sont fabriqués en Asie, coût de production oblige, et qui sont acheminés jusqu'aux consommateurs par différentes voies de transports, dont les tricycles ne font pas partie.

Le premier constat évident est que nous devons augmenter nos sources de production électrique rapidement. Parmi celles que nous connaissons et qui offrent la capacité de produire sans émission de CO₂, l'énergie hydraulique dépend en bonne partie des aléas du climat, qui est d'humeur changeante dernièrement; l'éolien ne sert qu'à défigurer les paysages sans réelle efficacité et le solaire offre un bon potentiel à long terme, mais les investissements nécessaires sont pharaoniques. Seul le nucléaire nous permettra, à court terme, de faire face aux besoins grandissants d'une population énergivore et peu encline aux sacrifices.

Epoques haineuses

carthysme. A un moment, le juge condamne l'accusé à trente ans de prison. Aussitôt, toute l'assemblée – d'honorables messieurs élégamment habillés – se lève en hurlant des in-

Mais ce qui manque dans les débats, c'est une vision réellement pessimiste du futur: et si on n'arrivait pas à endiguer le phénomène? Y a-t-il un plan pour le cas où les prophéties catastrophistes se réaliseraient? Sommes-nous capables de construire des digues en quelques jours si le niveau de la mer monte subitement? Y a-t-il des recherches en cours sur les moyens que nous aurions de survivre dans le cas d'une augmentation ou d'une baisse drastique des températures entraînant la fin de nombreuses cultures?

Car s'il est probablement vrai que la situation actuelle a été causée par les mâles blancs cisgenres conservateurs de plus de 40 ans, n'oublions pas que notre monde est une poussière dans l'univers, certainement influencé par des phénomènes cosmiques, qui non seulement pourraient provoquer les effets que l'on voit, mais aussi sur lesquels on n'aurait, pour le coup, aucune influence possible.

«Si tu veux être tranquille, prépare-toi au pire!»²

Michel Paschoud

¹ Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Production_d%27%C3%A9lectricit%C3%A9

² Penseur du XXI^e siècle, légèrement influencé par certains auteurs latins.

coups de feu; il est ensuite pris à partie par un des officiers de police appelé sur les lieux, qui se met à l'insulter en lui demandant comment il ose défendre un espion. Ce n'est qu'un film, mais on devine que la réalité a parfois dû ressembler à cela.

Quelques jours auparavant, dans la revue hebdomadaire *L'Antipresse*, Slobodan Despot évoquait les drames qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie déjà durant la Deuxième Guerre mondiale: «Un beau matin de l'été 1941, dans une vallée riante de Bosnie, la sœur de ma grand-mère était allée cueillir des baies dans les bois. (...) Du haut de la colline, elle a vu flamber la ferme de l'oncle qui l'avait accueillie, avec les occupants ligotés aux meules de foin. (...) Ceux qui ont rôti mes ancêtres n'étaient pas des cyborgs SS débarqués de la Ruhr, c'étaient leurs premiers voisins, des gens qui leur offraient le café ou dont ils gardaient à l'occasion les enfants. Mais à l'instant où cela se passait, ils n'étaient plus des gens. Ils étaient une masse déshumanisée par une idéologie qui réduisait l'éternelle question du bien et du mal à la conformité ou non à son système.»

Ce sont deux exemples parmi d'autres de ces mécanismes de haine collective déclenchés au siècle passé par des discours insistants qui indiquaient à la population de quoi et de qui elle devait avoir peur, et qui étaient les *bons* et les *mauvais* citoyens. Il faudrait être bien pessimiste pour imaginer qu'aujourd'hui les mêmes causes puissent avoir les mêmes effets et que les *bons* ci-

toyens (comme les *mauvais*, mais avec une caution morale en plus) puissent à nouveau laisser libre cours à cette méchanceté plus ou moins odieuse qui sommeille en chacun. *Parce qu'aujourd'hui*, nous rassure-t-on, *nous ne sommes pas du tout dans une situation comparable; nous ne vivons pas sous l'emprise d'une dangereuse idéologie.*

Une autre citation, alors, tirée de *La Nation* du 22 octobre 2021. David Laufer y évoque sa vie à Belgrade, où le passé communiste suscite encore quelques réflexions: «Au communisme que l'on présente comme un désir malade d'imposer une théorie figée sur une réalité fluide, on oppose notre mode de vie occidental comme un système évolutif, pratique, qui ne serait que l'expression des aspirations de l'humanité. Or une idéologie n'est jamais que la somme des valeurs et des interdits qui délimitent une société. Surtout, comme le souligne la définition qu'on trouve sur Wikipédia, "elle est diffuse et omniprésente, mais généralement invisible pour celle ou celui qui la partage, du fait même que cette idéologie fonde la façon de voir le monde". (...) Il serait donc vain de vouloir définir l'idéologie du monde dans lequel nous vivons. Ce privilège n'appartient qu'à nos lointains successeurs.»

On aimerait pouvoir se projeter dans l'avenir pour savoir quel regard nos lointains successeurs porteront sur les événements actuels.

Pollux

Bricole

Intervention salvatrice

Je ne comprends pas grand-chose aux plans d'investissements du président Joe Biden ni aux réformes sociales qu'il promet. Je m'abstiendrai donc d'en discuter.

Mais j'ai appris avec un indicible soulagement que le congé parental, qui semble ne pas être universel aux USA, avait bénéficié d'un soutien de poids en la personne de Mme Megan Markle, duchesse de Sussex, femme du prince Harry et, donc, petite-fille par alliance de la reine Elisabeth II¹. Cette noble personne, qui, avec sa famille, vit en Californie dans une somptueuse villa, est en effet particulièrement bien placée pour comprendre la situation des masses laborieuses confrontées à une naissance. Il est donc heureux qu'elle ait exhorté le Congrès à adopter les mesures nécessaires à l'introduction d'un congé parental conçu comme «un droit national, plutôt qu'une option limitée à ceux dont les employeurs ont mis en place des mesures, ou à ceux qui vivent dans l'un des rares Etats où un congé parental existe».

La duchesse de Sussex est socialiste, étatiste et centralisatrice. En Suisse, elle serait championne du soutien aux lois fédérales.

Que voilà une sottise princesse!

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/joe-biden-se-dit-optimiste-sur-le-vote-de-ses-plans-de-depenses-299580905151>.

Bravo Ueli!

A l'heure où j'écris ces lignes, soit le mercredi 10 novembre, la semaine de la vaccination, à savoir l'*offensive* contre le Covid-19 voulue par le Conseil fédéral aux frais du contribuable, bat son plein et la presse relaie fidèlement les événements qui conduiront environ un tiers de la population suisse jusqu'ici méfiant, voire franchement hostile, à trouver son chemin de Damas et à se convertir enfin à la religion du vaccin, pour le plus grand soulagement des autorités helvétiques et le plus grand profit des fabricants du produit salvateur.

Le moins qu'on pût attendre de nos conseillers fédéraux en cette occurrence était qu'ils missent la main à la pâte. Ils se sont exécutés de bonne grâce et chacun, le premier jour de l'opération, y est allé de son discours, chacun a proclamé «Pfizer est grand et le CF est son prophète» sous une forme ou sous une autre.

20 minutes du mardi 9 novembre reproduisait, extasié, un communiqué de presse (YWE/CHT) dans lequel on pouvait lire: «*Même l'UDC Ueli*

Maurer, qui s'était fait remarquer pour sa proximité avec des groupes critiques des mesures sanitaires, a cherché à influencer sur ses propres rangs, qui rejettent pour l'instant le vaccin: "Si vous n'êtes pas encore vaccinés, c'est certainement pour de bonnes raisons personnelles, et je les respecte. Mais peut-être pouvez-vous reconsidérer votre décision".»

Je ne suis pas loin de penser que M. Ueli Maurer est le plus subtil de nos conseillers fédéraux. En tout cas, si les propos qu'on lui prête sont exacts, il a dit en termes très élégants à ses auditeurs non vaccinés le fond de sa pensée: «On ne peut pas vous en vouloir de refuser la vaccination. Et vous n'êtes pas obligés de reconsidérer votre décision.»

La presse, les politiques et le public n'y ont vu que du feu. Et personne ne pourra reprocher au chef du Département des finances d'avoir bousculé le principe de la collégialité.

Bien joué!

M.P.

Bricole

Ecrire oui, mais au féminin!

Carmen Mola est le pseudonyme d'un écrivain espagnol, en réalité de trois écrivains espagnols, qui ont défrayé la chronique en octobre dernier lors de la remise du prix littéraire *el Premio Planeta*, doté d'un million d'euros et qu'ils remportèrent pour leur roman *La Bestia*. Certains blogueurs avaient déjà fait ponctuellement part de leurs soupçons sur le genre réel de l'auteur, mais sa confirmation a fait un petit scandale. En effet Carmen Mola était déjà considérée par certaines féministes comme un exemple de réussite dans un milieu dominé par la gent masculine, et les manifestations de déception ne se sont pas fait attendre. Certaines librairies ouvertement féministes ont retiré les œuvres de la romancière de leurs étagères.

Cette anecdote nous enseigne deux choses. Premièrement, pour être publié, mieux vaut être une femme; on sait dans le milieu que les maisons d'édition pratiquent une discrimination positive dans ce sens. Deuxièmement, pour les féministes extrémistes, mieux vaut un mauvais roman écrit par une femme qu'un bon écrit par trois hommes.

Et on s'étonnera après cela que les librairies ferment les unes après les autres.

MiP

Afghanistan, la crise migratoire à la frontière mexicaine et la peur de l'inflation liée à la hausse des prix de l'énergie; sans compter, bien sûr, la litanie des insuffisances physiques et mentales qui campe le

Etats-Unis: le vent de la défaite souffle dans le camp démocrate

Article publié sur le site de *Polémia*¹ le 20.10.2021

Les démocrates sur la sellette attendent pétrifiés les midterms de novembre 2022, avec la perspective de perdre la majorité dans les deux Chambres (Sénat, Chambre des représentants): voilà ce que véhicule la rumeur publique aux Etats-Unis.

Les élus démocrates se tiennent à distance de Joe Biden et ne veulent surtout pas s'afficher avec son soutien, relèvent certains observateurs.

Trois événements, soulignent ces derniers, ont ruiné l'image du président aux Etats-Unis: la débâcle honteuse du retrait américain en

Bricole

Havre de paix

A une époque où les sans-abris ne bénéficiaient pas d'abris de protection civile ou d'autres lieux où passer les nuits glaciales, certains commettaient, paraît-il, de petits délits qui leur permettaient de passer l'hiver au chaud derrière les barreaux.

Un délinquant albanais domicilié aux environs de Rome et assigné à résidence pour longtemps a recyclé l'idée afin de pouvoir quitter le domicile conjugal, où il ne supportait plus de vivre auprès de sa femme. Il s'est donc rendu chez les carabinieri pour demander à être mis en prison. La chose lui a été accordée d'autant plus facilement que, ce faisant, il avait violé son assignation à résidence.

Cet homme est un sage: en agissant comme il l'a fait, il a peut-être évité de commettre un féminicide ou encore d'être victime d'un masculinicide. Il a donc bien mérité la paix de sa cellule.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/il-ne-supporte-plus-detre-avec-sa-femme-et-demande-a-aller-en-prison-834708733989>.

personnage improbable de «Sleepy Joe». Le socle de son électorat, noir et féminin, se détournerait de lui: les Noirs en raison des difficultés so-

ciales du quotidien, les femmes, certaines activistes tout du moins, parce qu'il a lâchement abandonné les femmes afghanes à leur triste sort.

Cette détestation croissante de l'homme de la Maison-Blanche déborde désormais de manière triviale dans l'espace public. La vidéo où il semble incapable de grimper les quelques marches d'une passerelle d'Air Force One a fait, en mars dernier, le tour du monde. Mais, plus récemment, une vidéo est devenue virale aux Etats-Unis, qui montre, dans un quartier noir, face à une file interminable de voitures qui attendent devant une pompe à essence, un homme en train de rugir, en apostrophant les automobilistes qui ne protestent pas: «*I want my Trump back!*», tout en s'en prenant à la politique de Biden qui prive les gens d'électricité et de carburant. Plus brutale encore, la contestation actuelle qui, partie des terrains de football américain de la ligue universitaire, se répand sur l'ensemble des stades du territoire, avec des foules qui scandent en rythme: «F... Joe Biden». Un élan primaire de détestation, jamais vu jusque-là, au cœur d'un espace qui incarne la quintessence d'un patriotisme viril américain.

Les médias français, déstabilisés par la torpille US qui a fait sombrer nos sous-marins australiens, ont désormais du mal à nous vanter les mérites d'une sagesse diplomatique retrouvée avec une nouvelle administration Biden qui respecterait

enfin ses bons alliés européens. Mais, ils se montrent fort discrets sur le changement accéléré du climat politique américain, tant leur engagement inconditionnel contre Trump et pour Biden a été massif et partisan. Le *story telling* que les médias nous ont vendu serait-il faux de bout en bout? Biden n'est pas un vieux sage pétri d'humanité et Kamala Harris, dit-on, n'est en rien un recours au naufrage de Biden, tant son arrogance de grande bourgeoisie rend son image négative, alors que les critiques émanent de son camp même. Alors qu'elle a la charge des dossiers de l'émigration, on lui a durement reproché de ne s'être jamais rendue sur la frontière sud pour rencontrer les gens et juger, *in situ*, de la situation. Celle que l'on nous a vendue comme une icône de la diversité ne représente en rien le monde noir américain ni celui des pauvres. Bref, la question qui sous-tend la déroute démocrate annoncée est bien celle du retour de Trump sur le devant de la scène politique américaine. Un contre-pied redoutable à la machine de guerre médiatique qui a porté la candidature de Biden et la victoire démocrate en 2020.

Didier Beauregard, journaliste et essayiste

¹ https://www.polemia.com/etats-unis-le-vent-de-la-defaite-souffle-dans-le-camp-democrate/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=la-lettre-de-polemia&utm_term=2021-11-11.

Bricole

Football féminin

On apprenait le 1^{er} novembre que le Département de l'instruction publique (DIP) du canton de Genève allait offrir à cinq mille élèves l'occasion d'assister à un match de football féminin de niveau international, afin de «mettre en avant le football féminin et célébrer la pratique du sport par toutes et tous, au-delà des stéréotypes de genre»¹.

La rencontre, qui opposait les dames de l'équipe du Servette FC Chênois à celles du club londonien de Chelsea dans le cadre de la *Women's Champions League*, a eu lieu le 9 novembre au stade genevois de la Praille. Les dames de Genève ont reçu de la part des dames de Londres une râclée mémorable (7-0) en présence d'environ treize mille spectateurs.

Le DIP peut être satisfait: comme il le souhaitait, le club genevois a démontré aux écoliers que «tout un chacun peut apprendre et développer une pratique sportive quel que soit le sport qu'il choisit, son genre ou ses prédispositions» et a permis aux garçons de comprendre «que le football féminin peut aussi être enthousiasmant».

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/5000-eleves-invites-au-match-feminin-servette-chelsea-889253196274>.

Citation

A propos de la vaccination anti-covid aux USA:

Pour favoriser les vaccinations, qui plafonnent depuis cinq mois, l'administration Biden encourage les entreprises à instituer une «obligation vaccinale». En clair il faut un «passe sanitaire» pour accéder à son bureau. Pas de vaccin, plus de job! Mais l'effet obtenu n'est pas celui escompté. Des millions d'Américains choisissent d'abandonner leur job plutôt que de se faire vacciner. Avec des conséquences économiques parfois dramatiques. Les hôpitaux font face à une pénurie d'infirmières, les compagnies d'aviation voient leurs pilotes partir, les compagnies de transports routiers manquent de chauffeurs, les services de police sont vidés de l'intérieur, et les ports américains travaillent largement en dessous de leurs capacités, faute de personnel.

Gérald Olivier, *La lettre de Causeur*, 19.10.2021.

Le Pamphlet
Case postale 998,
1001 Lausanne
courrier@pamphlet.ch
CCP:10-25925-4
Directeur de publication:
Michel Paschoud
ISSN 1013-5057